



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2025287-0003**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation d'un bâtiment logistique « DC 3 »  
de la société PHOENIX QUARTET PROPERTY 4, situé sur le territoire de la commune  
de SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1<sup>er</sup> et son titre I du livre IV ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;
- VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en sa section V (article 28 à 44) relative aux équipements de production utilisant l'énergie photovoltaïque ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2021300-0002 du 27 octobre 2021 portant autorisation environnementale relative à la création et à l'exploitation d'un bâtiment logistique « DC 3 » ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023299-0001 du 26 octobre 2023 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le porter-à-connaissance du 13 mai 2025 relatif à l'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment DC3 à SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES complété par courriel du 10 juillet 2025 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 8 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le courrier recommandé du 21 août 2025 avec accusé de réception du 25 août 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la société PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;
- VU** le courrier du demandeur du 12 septembre 2025 précisant qu'il n'avait aucune observation à formuler sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-3 du code de l'environnement prévoit que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-14 dispose :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale ...*

*L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire... » ;*

**CONSIDÉRANT** que les articles R.181-45 et R.181-46 définissent les modalités d'appréciation du caractère substantiel des modifications demandées et les possibilités données à l'autorité administrative compétente pour y répondre ;

**CONSIDÉRANT** que la demande présentée par l'exploitant et les prescriptions complémentaires qui en découlent ne sont pas de nature à répondre aux critères fixés par l'article R.181-46 susvisé ; qu'en conséquence, la modification proposée n'est pas substantielle ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-14 du code de l'environnement prévoit que l'autorité compétente peut, à tout moment, imposer les prescriptions complémentaires que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** que l'instruction du porter-à-connaissance susvisé démontre que ces modifications apportées au projet ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent, qu'il convient d'actualiser les prescriptions afférentes à l'installation de la société PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 susmentionnée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - BÉNÉFICIAIRE**

La société PHOENIX QUARTET PROPERTY 4 EURL, SIRET 485 140 511 000 59, dont le siège social est situé 37, Avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie à PARIS (75 008) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES, son installation située au Parc logistique de l'Aube – rue du Champagne (coordonnées Lambert 2 X=730 et Y=2360).

### **ARTICLE 2 CONFORMITÉ AU PORTER À CONNAISSANCE**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques fournis par l'exploitant.

### **ARTICLE 3 - NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1 IMPLANTATION DES CELLULES PHOTOVOLTAÏQUES**

Les panneaux sont installés en toiture des cellules 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10 du site.

Il est interdit d'installer des cellules photovoltaïques en toiture des cellules 2 et 9.

### ARTICLE 3.2 CARACTÉRISTIQUES

Le parc photovoltaïque présente les caractéristiques suivantes :

Cellule	Surface PV en m <sup>2</sup>	Puissance PV en kWc
1	2942,050	659,750
3	2672,193	599,235
4	2639,729	591,955
5	2662,048	596,960
6	2625,526	588,770
7	2554,511	572,845
8	2580,888	578,760
10	2903,499	651,105
Surface des câbles + boîtes de jonction sur la toiture en m <sup>2</sup>	265,00	
Surface Totale m <sup>2</sup>	21845,444	
Puissance Totale en kWc		4839,380

### ARTICLE 4 – NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION

#### ARTICLE 4.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société PHOENIX QUARTET PROPERTY 4.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

#### ARTICLE 4.2 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de SAINT-LÉGER-PRÈS-TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 14 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Franck DORGE

#### Délais et voies de recours :

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.